Nations Unies E/C.2/2007/2/Add.18

Conseil économique et social

Distr. générale
14 novembre 2006
Français
Original: anglais

Comité chargé des organisations non gouvernementales
Session ordinaire de 2007
22 janvier-2 février 2007

Rapports quadriennaux pour la période 2002-2005 présentés par le Secrétaire général en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social

Note du Secrétaire général

Additif

Table des matières

Page

1. Le Becket Fund pour la liberté religieuse 2
2. CARE (Action chrétienne, recherche et éducation) 5
3. Pères et frères de Maryknoll. 7
4. United Nations Watch 10
5. Women's Intercultural Network 13

06-61615 (F)

1. Le Becket Fund pour la liberté religieuse

Statut consultatif général accordé en 2002

Partie I
But et activités

Le Becket Fund est un cabinet juridique interconfessionnel, non partisan et d'intérêt public, dont l'objectif est de protéger la liberté d'expression de toutes les traditions religieuses. Nous sommes convaincus que l'exercice de la conscience est un droit de l'homme fondamental, qui doit être préservé pour tous. Parmi ses affiliés, le Becket Fund compte des bouddhistes, des chrétiens, des hindous, des juifs, des musulmans, des sikhs et des zoroastres. Le Becket Institute, branche universitaire du Becket Fund, s'est installé à Rome en 2005. Il était auparavant hébergé par le St. Hughes College, à l'Université d'Oxford (Royaume-Uni). En octobre 2006, Angela C. Wu a remplacé Emilie Kao en tant que Directeur de International Advocacy et chargé de liaison principal pour les affaires internationales. En 2002-2005, il n'y a eu aucun autre changement administratif ou de gouvernance important au Becket Fund.

Partie II
Activités au cours de la période considérée

A. Contributions aux organes des Nations Unies (Commission des droits de l'homme de l'ONU, interventions et sessions parallèles)

1. Le Becket Fund a prononcé les interventions suivantes à la soixante session de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, tenue à Genève (Suisse) :

i) *Déclaration du 31 mars 2005, sans titre*. Le Becket Fund a passé en revue les tendances émergentes à Sri Lanka pour ce qui est de l'examen d'une législation anticonversion. Plus précisément, l'intervention a porté sur le manque de tolérance prévalent au sein du mouvement politique bouddhiste radical Théravada et sur son projet d'adoption d'une législation anticonversion comme réponse aux autres religions existant à Sri Lanka;

ii) *Déclaration du 23 mars 2005, sans titre*. Le Becket Fund s'est adressé à la Commission des droits de l'homme de l'ONU à propos de l'interdiction par la Turquie du foulard musulman. Le Becket Fund a parrainé la participation à la session de l'ex-parlementaire turc, M. Merve Kavakci;

iii) *Déclaration du 5 avril 2005, sans titre*. Représentant plus de 3 000 musulmans et l'imam de la mosquée de Juma (Bakou, Azerbaïdjan), le Becket Fund s'est prononcé contre la répression de la mosquée de Juma, en Azerbaïdjan;

iv) *Déclaration du 8 avril 2005, sans titre*. Le Becket Fund a examiné les questions intéressant les gouvernements du monde entier et concernant le droit de l'enfant d'exprimer sa croyance religieuse en classe. Le Becket Fund a commenté la décision de la Cour d'appel d'Angleterre permettant à une lycéenne, Shabina Begum, d'exprimer sa croyance religieuse en portant en classe un jilbab, robe longue revêtue par les femmes musulmanes. Cette décision contrastait avec la

situation en France, où il avait été décidé à l'automne 2004 de mettre en œuvre une loi interdisant le port de signes religieux par les enfants, notamment le turban, la kippa, la croix et le foulard, à l'école;

v) *Déclaration du 14 avril 2005, sans titre*. Le Becket Fund a examiné la section 8 du chapitre 16 du Code pénal de la Suède, qui interdit l'expression d'un « manque de respect » à l'égard des groupes minoritaires favorisés. Cette loi prévoit une peine pouvant aller jusqu'à quatre ans d'emprisonnement. Elle n'exige pas que soit prouvée une incitation à la violence et ne définit pas de critère objectif pour déterminer le manque de respect. Le Becket Fund est d'avis que le champ d'application trop large de cette loi risque d'encourager la censure et, partant, l'intolérance à l'égard des minorités défavorisées.

2. Durant la soixante et unième session de la Commission à Genève (Suisse), le Becket Fund a été l'hôte d'une session parallèle appelée « Stripping the Body of Belief: The Human Right to Wear Religious Dress », qui a eu lieu le 24 mars 2005 au Palais des Nations. Le groupe de discussion était composé de femmes musulmanes laïques, notamment une ancienne membre du Parlement turc, poursuivies par les Gouvernements de la France, de la Turquie et de la Belgique pour le port de vêtements et de signes religieux.

3. Au sein du Groupe de travail sur la détention arbitraire de l'ONU, le Becket Fund a soumis plusieurs pétitions à titre anonyme au nom de clients emprisonnés pour leurs croyances religieuses. La détention de l'un de ces clients a été déclarée arbitraire et la personne intéressée a par la suite été libérée. Deux autres pétitions sont actuellement en attente.

B. Activités entreprises en faveur des objectifs internationalement convenus en matière de droits de l'homme

1. Contentieux internationaux

i) En 2004, le Becket Fund a déposé formellement une demande auprès de la Cour européenne des droits de l'homme concernant la « mosquée de Juma », centre du culte musulman ayant été banni de la ville de Bakou en Azerbaïdjan;

ii) Dans les tribunaux internes suédois, le Becket Fund a travaillé en 2005 avec l'avocat local pour défendre un pasteur poursuivi au pénal pour avoir, dans un sermon, cité des textes bibliques sur l'homosexualité. Dans la synthèse qu'il a présentée à la Cour, le Becket Fund a expliqué que le sermon du pasteur Green relevait tout à fait de la protection prévue à l'article 18, à savoir « la liberté de manifester sa religion ou sa conviction seul ou en commun. … par l'enseignement ». Les poursuites ont depuis été abandonnées par la Cour suprême suédoise;

iii) S'agissant du Gouvernement sri-lankais, le Becket Fund a plaidé et a présenté des arguments juridiques à propos de ses sévères lois anticonversion.

Parmi les activités parallèles que le Becket Fund a accueillies et menées, on peut citer notamment :

- Une mission d'enquête, réalisée du 5 au 9 juillet 2004, au cours de laquelle les avocats du Becket Fund ont rencontré des représentants des ONG, des constitutionnalistes, un membre du Parlement de Sri Lanka et des agents des ambassades des États-Unis et du Royaume-Uni à Sri Lanka. Le Becket Fund a

aussi réuni des informations sur des actes de violence contre les minorités religieuses;

- Une discussion en table ronde intitulée « la liberté religieuse à Sri Lanka », qui a eu lieu le 19 novembre 2004 à l'ambassade de Sri Lanka, à Washington. Parmi les membres du groupe de discussion figuraient deux anciens ambassadeurs des États-Unis, un professeur de l'Université de Virginie et des représentants de l'International Center for Religion and Diplomacy, du Département d'État des États-Unis, de la Southern Baptist Convention et du Pew Forum on Religion and Public Life. L'Ambassadeur de Sri Lanka aux États-Unis a participé à la table ronde;
- Une réunion d'information au niveau du Congrès intitulée « Réunion d'information sur les libertés religieuses à Sri Lanka » a été consacrée à l'incidence des persécutions religieuses à Sri Lanka sur les efforts de secours après le tsunami. Ont notamment participé à cette réunion des membres du Sénat et de la Chambre des représentants des États-Unis et des représentants d'Amnesty International, du Département d'État des États-Unis et de l'Organisation des Nations Unies.

2. Education du public

Le Becket Fund a mis sur pied une exposition itinérante intitulée « Body of Belief », présentant une collection de vêtements religieux et autres symboles distinctifs interdits, notamment le foulard musulman, la kippa, la croix, le turban sikh. L'exposition a été inaugurée à Genève à la soixante et unième session de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, le 23 mars 2005 à l'hôtel Intercontinental, à Genève. Elle a aussi été montrée à New York, le 5 mai 2005 et à Washington, dans le bâtiment du Capitole du 24 au 28 octobre 2005. Cette exposition interactive et multimédia cherche à susciter l'engagement individuel en montrant différents objets et en appelant à témoigner les personnes qui ont perdu leur emploi, ont souffert de discriminations, ont été punies ou ont été exclues parce qu'elles portaient des signes religieux.

3. Relations avec le gouvernement

Le Becket Fund participe aux activités du Département d'État des États-Unis concernant la Commission des droits de l'homme de l'ONU et suit attentivement ces activités, contribue activement à la publication annuelle du rapport sur les droits de l'homme du Département d'État et de rapports internationaux sur la liberté religieuse et en suit le déroulement; œuvre en étroite concertation avec le Committee on International Religious Freedom des États-Unis et travaille avec le Congressional Human Rights Caucus des États-Unis. Le Becket Fund a participé à des réunions à Washington avec des représentants de ces organismes en 2002, 2003, 2004 et 2005.

4. Milieux universitaires

i) Les 21 et 22 mars 2002, le Becket Fund a accueilli une conférence intitulée « Vérité et liberté », qui s'est tenue à Washington et qui a été la quatrième d'une série de conférences internationales sur le thème de la liberté religieuse. Cette réunion visait à encourager le dialogue entre musulmans, juifs et chrétiens sur la

possibilité d'une approche commune de la liberté religieuse, un thème particulièrement opportun et urgent depuis les événements du 11 septembre;

ii) Du 5 au 10 décembre 2005, le Becket Fund a coaccueilli une conférence avec son institut universitaire, qui s'est tenue à Rome (Italie). Cette conférence, intitulée « Liberté religieuse et relativisme », a donné lieu à un ensemble de documents sur le même sujets étudiant le thème de la liberté religieuse et des tendances émergentes à la sécularisation au niveau international;

iii) Des représentants du Becket Fund ont pris la parole à une douzaine de conférences et ont participé à des discussions en table ronde avec des universités et des ONG dans plusieurs pays et publié beaucoup de travaux sur les questions de liberté religieuse, y compris Jérusalem, la Jordanie, les États-Unis, Rome et l'Asie du Sud. Par exemple, en 2003, Stephen G. Post a publié *Human Nature and the Freedom of Public Religious Expression*, un livre qu'il a écrit et pour lequel il a fait des recherches lorsqu'il était universitaire associé au Becket Institute. En outre, le 12 décembre 2005, le *Wall Street Journal* (édition asiatique) a publié une tribune intitulée « Fearing Christmas in Sri Lanka », rédigée par un avocat du Becket Fund, Roger Severino, sur la liberté religieuse à Sri Lanka.

CARE (Action chrétienne et éducation)

Statut consultatif spécial accordé en 2002

Partie I
Introduction

Buts et objectifs de l'organisation : Fourniture de services sociaux et de conseils au niveau local au Royaume-Uni; recherches sur la politique sociale; activités de sensibilisation (politiques de la famille et de l'enfant, développement des relations, éducation, bioéthique, etc.); éducation du public; et communication dans les domaines ci-après.

Pour ce qui est de la répartition géographique des membres, ils se situent pour l'essentiel au Royaume-Uni et un nombre moins important d'entre eux sont répartis dans l'ensemble des pays d'Europe et au niveau mondial.

Partie II
Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

i) Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et/ou grandes conférences et autres réunions des Nations Unies.

Durant la période considérée, 2002-2005, les représentants de CARE (Action chrétienne, recherche et éducation) ont participé aux réunions ci-après et se sont employés à les faire connaître :

1. Première session du Comité ad hoc sur une convention internationale contre le clonage d'êtres humains, 25 février-1er mars 2002, New York.

2. Commission de la condition de la femme (quarante-sixième session), 4-15 mars 2002, New York.

3. Sommet mondial pour le développement durable, 26 août-4 septembre 2002, Johannesburg (Afrique du Sud).

4. Groupe de travail de la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations, Comité ad hoc sur une convention internationale contre le clonage d'êtres humains, 23-27 septembre 2002, New York.

5. Commission de la condition de la femme (quarante-septième session), 3-14 mars 2003, New York.

6. Groupe de travail de la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies sur une convention internationale contre le clonage d'êtres humains, 29 septembre-3 octobre 2003, New York.

7. Discussions de la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies sur une convention internationale contre le clonage d'êtres humains, 20 et 21 octobre 2003, New York.

8. Groupe de travail du Comité spécial pour une convention internationale globale et intégrée sur la protection et la promotion des droits et de la dignité des personnes handicapées, 5-16 janvier 2004, New York.

9. Commission de la condition de la femme (quarante-huitième session), 1er-12 mars 2004, New York.

10. Commission des droits de l'homme de l'ONU (soixantième session), 15 mars-23 avril 2004, Genève (Suisse).

11. Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies (point de l'ordre du jour intitulé « Convention internationale contre le clonage d'êtres humains »), 20 et 21 octobre 2004, New York.

12. Groupe de travail de la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le projet de convention internationale contre le clonage d'êtres humains, 14, 15 et 18 février 2005, New York.

13. Comité spécial pour une convention internationale globale et intégrée sur la protection et la promotion des droits et de la dignité des personnes handicapées. 25 janvier-4 février 2005. New York.

14. Examen et évaluation de la Déclaration et du Programme d'Action de Beijing et du document issu de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale, 28 février-8 mars 2005, New York.

15. Commission des droits de l'homme de l'ONU (soixante et unième session), 14 mars- 22 avril 2005, Genève (Suisse).

16. Comité spécial pour une convention internationale globale et intégrée sur la protection et la promotion des droits et de la dignité des personnes handicapées, 1er-12 août 2005, New York.

3. Pères et frères de Maryknoll

Statut consultatif spécial accordé en 1999

Introduction

Buts et objectifs de l'organisation

Depuis le dernier rapport quadriennal, l'organisation non gouvernementale (ONG) Pères et frères de Maryknoll, en tant que société catholique des missions étrangères d'Amérique, a poursuivi sa mission, qui est de répondre partout dans le monde aux besoins des populations souffrant d'une pauvreté de plus en plus grande, de la violence et de la dégradation à la fois humaine et écologique. Outre les domaines précédents de collaboration avec la société civile, l'Église et d'autres institutions, l'accent est mis sur plusieurs nouveaux domaines : les enfants et les jeunes sont ciblés, mais surtout aujourd'hui les membres des bandes des rues, le sauvetage et la réhabilitation et les chômeurs... Protection et aide sont accordées au nombre croissant de migrants et de personnes déplacées dans leur propre pays... Un rang de priorité plus élevé est accordé à l'écologie et au changement climatique, avec des activités de sensibilisation/éducation, participation aux efforts locaux et internationaux... Une lutte est engagée contre la nouvelle menace pour la santé que représente le VIH/sida grâce à la fourniture de soins et une action par le biais des communautés et des dispensaires...

Des efforts redoublés sont consentis en faveur des droits de l'homme des immigrants et des autochtones, des jeunes et des personnes âgées... En particulier, des efforts sont faits pour enrayer la destruction et la perte de terres ancestrales et les déplacements et pour assurer l'autonomie des populations autochtones.

Un autre domaine faisant l'objet d'une attention accrue est celui des efforts de paix et de réconciliation et de la formation. Le regain d'intérêt porté au développement durable amène à encourager les pratiques agricoles écologiques.

Membres et travaux

L'ONG Pères et frères de Maryknoll compte actuellement 490 membres, soit un recul de près de 90 membres. Si une zone en Afrique, une autre au Moyen-Orient et deux en Amérique latine sont aujourd'hui fermées, les membres continuent de servir dans les pays d'Afrique, d'Asie, Amérique latine, d'Europe et d'Amérique du Nord où ils étaient déjà présents. Dans chaque région, leur travail est rendu possible par les Associés de Maryknoll, les volontaires affiliés, la société civile et les organisations non gouvernementales. Partout, un effort délibéré a été consenti pour contribuer localement à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, comme on peut le voir dans les paragraphes ci-dessous.

Participation au Conseil économique et social et à ses organes subsidiaires et/ou aux conférences et autres réunions des Nations Unies

En tant qu'organisation non gouvernementale, les Pères et frères de Maryknoll continuent de travailler en étroite coordination avec l'ONG Les Sœurs de Maryknoll de Saint Dominique. Ensemble, ils suivent de près les travaux annuels du Conseil économique et social et, en tant que membres de la Conférence des organisations

non gouvernementales (CONGO) et du Service de liaison non gouvernemental (SLNG). Ils sont toujours membres du Comité des ONG sur le désarmement, du Groupe de travail œcuménique des Nations Unies, de la Société civile nord-américaine pour le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et du Comité des ONG sur le développement social, du Comité sur le financement du développement, du Groupe de travail pour l'Afrique, du Earth Values Caucus, des groupes de travail sur les populations autochtones, du Caucus des femmes, du Groupe de travail sur le VIH/sida.

Les Pères et frères de Marykoll ont en particulier œuvré en faveur de la participation de représentants des régions du Sud aux conférences, réunions et programmes des Nations Unies ci-après, coparrainant des événements tenus en parallèle à ces conférences :

Commission du développement durable

2002 : deuxième Comité préparatoire au Sommet (PREPCOM 2) 28 janvier-8 février 2002 New York: [Proposition d'un événement parallèle : Pratiques agricoles autochtones durables]

2003 : CDD 11 + 28 avril-9 mai : événement parallèle – Siège de l'ONU, New York: [Forum : « Promotion d'une approche intégrée du développement rural... » intervenant : M. Tom Bamat]

[Événement parallèle : Groupe d'étude de Maryknoll sur le sida : « Développement durable & VIH/sida »]

2004 : CDD 12 + 14-30 avril : Siège de l'ONU, New York [avec le Earth Values Caucus présentation d'un événement d'une journée : Water as a Global Common]

2005 : CDD 13 + 11-22 avril, Siège de l'ONU, New York: [avec le Earth Values Caucus documentaire sur l'eau présenté lors d'une réunion du Caucus 18/4/05]

Commission de la condition de la femme : en coopération avec l'ONG Les sœurs de Maryknoll

2003 : quarante-septième session, 3-14 mars 2003 : Siège de l'ONU, New York, États-Unis [événement parallèle : 12 mars]

Maryknoll Aids Force – projection d'un film : Coming to Say Goodbye

2004 : quarante-huitième session 1er-12 mars 2004 : Siège de l'ONU, New York [Rôle des hommes et des garçons : parrainage d'un jeune homme d'El Salvador qui a fait part de l'expérience vécue dans son pays]

2005 : quarante-neuvième session 28 février-11 mars 2005 : Siège de l'ONU, New York : [parrainage de deux femmes du Brésil pour étudier : Les effets du racisme sur les femmes-2 mars]

Forum permanent sur les populations autochtones : En solidarité avec les populations autochtones

2003 : deuxième session, 11-23 mai 2003 : Siège des Nations Unies, New York

2004 : troisième session, 11-21 mai 2004 : Siège des Nations Unies, New York [avec l'UNICEF – le Groupe de travail et l'ONG Les sœurs de Maryknoll ont parrainé

deux femmes autochtones (une de Bolivie/une du Mexique) et un enfant, qui ont prononcé une déclaration lors du Forum : Les besoins et les droits des petites filles autochtones]

Conférences sur les armes légères et de petit calibre

2004 : 14-25 juin, Siège de l'ONU, New York avec le Réseau international d'action sur les armes légères (IANSA) lors de la session du Groupe de travail à composition non limitée sur le trafic illicite : [Déclaration intitulée Arming Street Gangs-El Salvador Case et présentée sous les auspices du Réseau international d'action sur les armes légères]

2005 : 2-27 mai conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, à l'ONU, New York : En coopération avec la délégation des maires pour la paix.

Conférences sur le financement du développement

2002 : Conférence internationale sur le financement du développement – Monterrey (Mexique) (Participation à une table ronde)

2003 : Dialogue de haut niveau de l'Assemblée générale sur le financement du développement et audiences publiques connexes 28-30 octobre, au Siège des Nations Unies, NY

2004 : 26 avril, au Siège de l'ONU, New York : Conseil économique et social/institutions de Bretton Woods et table ronde à haut niveau de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)

2005 : 18 et 19 mai, Siège de l'ONU : deuxième dialogue de haut niveau de l'Assemblée générale sur le financement du développement, consultations multipartites sur les problèmes systémiques [avec le Centre interconfessionnel sur la responsabilité des entreprises]

Coopération avec les organismes et institutions spécialisées des Nations Unies/Autres activités pertinentes

Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

2004 : Forum mondial de la société civile, mars 2004, Jeju, S. Korea Global Civil Society Forum (participation au sein de la Délégation du Vatican)

Convention-cadre sur les changements climatiques (CCNUCC)

2003 : CCNUCC : Conférence des Parties (COP 9), Milan (Italie)

2004 : CCNUCC – Organe subsidiaire de mise en œuvre, Bonn (Allemagne)

2005 : Conférence des Parties (COP 11), Montréal (Canada) 28 novembre-9 décembre.

Audiences informelles à haut niveau de l'Assemblée générale avec des organisations non gouvernementales et de la société civile et du secteur privé, 23-24 juin 2005 : parrainage d'un femme originaire du Guatemala en tant que porte-parole.

Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) : en 2004, un membre a contribué à la rédaction de la section sur le rôle des religions dans le livret que l'UNICEF était en train de préparer sur le trafic des enfants.

Bureau d'ONU-Habitat à Nairobi : interaction avec l'ONG Pères et frères de Maryknoll à propos de la réhabilitation des taudis de Kibera à Nairobi 2004-2005.

Déclarations écrites/orales : Nos fichiers ont été perdus, mais des déclarations ont été présentées de 2002 à 2005 sur : La prévention du trafic de femmes; et, à la Commission des droits de l'homme à Genève, sur les Droits des enfants en temps de guerre, et une autre réclamant une Interdiction totale de la peine de mort; il est rendu compte des autres déclarations prononcées dans les rapports de la Commission susmentionnées.

Publications de Maryknoll : restent les mêmes que dans le rapport précédent, mais avec quelques nouveautés/changements de priorité :

Nouveauté : vidéos de Maryknoll : *Coming to Say Goodbye – VIH/sida en Afrique*

Nouveauté : sites web de Maryknoll : <www.maryknollogc.org>

À noter : une place particulière est faite aux travaux de l'ONU et de ses institutions spécialisées dans : *Maryknoll Magazine* – distribué à 400 000 exemplaires/version espagnole – distribuée à 60 000 exemplaires. Section World Watch/programme de radio : *Voices of Our World* diffusé sur par 100 stations de radio/NewsNotes et plus de six articles spéciaux et publications sur les questions concernant l'ONU.

4. United Nations Watch

Statut consultatif spécial accordé en 2002

Partie I

Afin de promouvoir les principes de la Charte des Nations Unies, de faire mieux connaître les activités de l'ONU et d'œuvrer en faveur des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, United Nations Watch (UN Watch) suit les travaux des divers organes des Nations Unies, diffuse des informations sur ces travaux et, le cas échéant, formule des commentaires appropriés. UN Watch participe aux réunions de l'ONU, assure la liaison avec les autres ONG pour la préparation des événements de l'Organisation et établit un bulletin d'information régulier et parfois d'autres écrits sur les nouvelles et événements intéressant le système des Nations Unies. UN Watch encourage aussi une meilleure compréhension des activités du système par le biais de ses séminaires pour étudiants et de ses programmes de bourses et de stages.

UN Watch compte actuellement 110 membres, répartis géographiquement comme suit : 56 % originaires d'Europe, 38 % d'Amérique du Nord et 4 % d'Océanie. Le bulletin d'information de UN Watch sur les questions intéressant l'ONU totalise aujourd'hui près de 5 000 abonnés de par le monde.

UN Watch est toujours financé par des dons privés et des fondations de bienfaisance.

Partie II

Durant la période considérée, UN Watch a participé activement aux sessions de l'ONU ci-après :

- Commission des droits de l'homme, cinquante-neuvième session, 17 mars-25 avril 2003, Genève

– *Déclarations orales* : Le droit à l'autodétermination, 24 mars

– *Déclarations orales* : Violations des droits de l'homme dans les territoires arabes occupés, 31 mars

– *Déclarations orales* : Violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales, 2 avril

- Commission des droits de l'homme, soixante session, 15 mars- 23 avril 2004, Genève

– *Déclarations orales* : Violations des droits de l'homme dans les territoires arabes occupés, 24 mars

– *Déclarations orales* : Droits civils et politiques, 2 avril

- Commission des droits de l'homme, soixante et unième session, 14 mars-22 avril, Genève

– *Déclaration orale* : Droit des peuples à l'autodétermination, 18 mars 2005

– Violations des droits de l'homme dans les territoires arabes occupés, 23 mars 2005 (déclaration conjointe avec les ONG, entre autres Freedom House, Droits et démocratie, l'Association pour les initiatives démocratiques, Liberal International, World Information Transfer and International Association of Educators for World Peace)

– Droits civils et politiques, 4 avril 2005

– Droits de l'enfant, 11 avril 2005

– Fonctionnement réel des mécanismes de protection des droits de l'homme, 19 avril 2005

– *Déclarations écrites* : Droit des peuples à l'autodétermination, Violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales, Droits économiques, sociaux et culturels, Fonctionnement réel des mécanismes de protection des droits de l'homme, Droits civils et politiques

Événements organisés en parallèle par UN Watch

– Discussion en panel sur l'Organisation des Nations Unies et le Moyen-Orient, 24 mars 2005. Membres du panel : le sénateur Rudy Boschwitz, chef de la délégation des États-Unis; Per Ahlmark, auteur, éditorialiste et ex-Vice-Premier Ministre de la Suède; Ilka Schröder, ex-membre du Parlement

européen; Hillel Neuer, Directeur exécutif, UN Watch. Modérateur : l'Ambassadeur Alfred E. Moses, Président, UN Watch;

– Discussion en panel sur les propositions de réforme de la Commission des droits de l'homme, 4 avril 2005. Membres du panel : l'Ambassadeur Mary Whelan d'Irlande; Deirdre Kent, rapporteur et conseiller à la Commission des droits de l'homme, Mission du Canada; le professeur Stephen Toope, Président du Groupe de travail sur les disparitions forcées et involontaires; Asma Jahangir, Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de croyance. Modérateur : Hillel Neuer, Directeur exécutif de UN Watch.

• Commission des droits de l'homme, soixante et unième session, consultations informelles sur l'application des réformes proposées par le Secrétaire général, 20 juin 2005, Genève

– *Déclarations orales* :

– Soutien au Conseil des droits de l'homme proposé par le Secrétaire général, 20 juin 2005

– Proposition de la société civile concernant le Conseil des droits de l'homme, 22 novembre 2005 (déclaration conjointe avec des NGO, entre autres l'Organisation arabe des droits de l'homme, le Centre pour le développement du droit international, le Conseil international des femmes, l'Institut international du droit humanitaire, la Ligue internationale des droits de l'homme)

• Sous-Commission pour la promotion et la protection des droits de l'homme, cinquante-sixième session, 26 juillet-13 août 2004, Genève

– *Déclarations orales* : Femmes et droits fondamentaux, 6 août 2004; Administration de la justice, démocratie et état de droit, 10 août 2004

• Sous-Commission pour la promotion et la protection des droits de l'homme, cinquante-septième session, 25 juillet-12 août 2005, Genève

– *Déclaration orale :* Administration de la justice, démocratie et état de droit, 2 août 2005 (Déclaration conjointe avec des ONG, entre autres le Comité africain des services, l'Associated Country Women of the World, la Fédération internationale des travailleurs sociaux, le Conseil international des femmes juives, Volunteerism Organization For Women Education and Development et l'Union mondiale des organisations de femmes catholiques)

– *Déclaration écrite :* Prévention de la discrimination, organisation du travail

• Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, soixante-sixième session, 21 février-11 mars 2005, Genève

– *Déclaration orale :* discussion thématique sur la prévention du génocide, 28 février 2005

• Groupe de travail sur les minorités, onzième session, 30 mai-3 juin 2005, Genève

– *Déclaration orale :* Violations de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des minorités, 1er juin 2005

UN Watch a aussi organisé des séminaires périodiques de un à deux jours au cours desquels des étudiants universitaires ont été mis au courant des activités du système des Nations Unies par des représentants d'États Membres et d'ONG.. Par exemple, le 11 novembre 2005, lors d'un séminaire organisé par UN Watch à Genève pour des étudiants du programme de l'Université Columbia à Paris, les participants ont pu faire un tour du Palais des Nations, visiter le musée de la Croix-Rouge internationale et du Croissant-Rouge, participer à une réunion du Comité contre la torture et obtenir des informations du Vice-Président de ce comité ainsi que de responsables des droits de l'homme et des affaires humanitaires de la Commission européenne et de la mission britannique. En outre, les programmes de bourses et de stages de UN Watch ont permis à un grand nombre de jeunes de tous les pays du monde de passer de plusieurs mois à un an à Genève et de travailler en étroite relation avec l'ONU.

UN Watch a aussi rencontré des fonctionnaires de l'ONU ainsi que des représentants d'États Membres. Ces réunions ont aussi fourni l'occasion d'un dialogue amical sur les questions relevant du secteur d'activité de UN Watch.

En décembre 2005, UN Watch s'est vu accorder le statut d'associé par le Département de l'information de l'ONU.

5. Women's Intercultural Network (WIN)

Statut consultatif spécial accordé en 1998

Le Women's Intercultural Network (WIN) a été constitué en 1994 pour « connecter les femmes et les filles de différentes cultures en vue d'une action collective face à des préoccupations communes ». Nous avons toujours pour ambition d'assurer que les voix de toutes les femmes et filles soient entendues dans les enceintes publiques et d'offrir aux femmes qui n'ont pas eu la possibilité de faire connaître leurs points de vue l'occasion et le lieu pour s'exprimer.

Il y a 10 ans, en 1995,aux côtés des 40 000 autres délégués qui ont participé à la quatrième Conférence des Nations Unies sur les femmes, WIN s'est engagée à œuvrer en faveur du Programme d'action de Beijing en encourageant sa mise en œuvre au niveau local en Californie. L'organisation est aussi convenue de « continuer à aller de l'avant » – dans l'optique de l'engagement pris à la Conférence de Beijing. WIN a élaboré le California Women's Agenda (CAWA) afin de mener à bien sa mission et de réaliser les objectif du Programme d'action de Beijing, qui est un programme mondial d'action en faveur des femmes. Aujourd'hui, 1 million de jeunes filles et de femmes californiennes se connectent sur le terrain et sur l'Internet en vue d'une action collective sur le Programme de Beijing. Nous continuons d'utiliser les 12 principaux domaines de préoccupation de ce programme comme cadre de nos activités de sensibilisation aux questions intéressant les femmes – au niveau local, au niveau de l'État de Californie, au niveau national par l'intermédiaire de US Women Connect et au niveau mondial avec nos « Cercles » en Ouganda, en Afghanistan et au Japon.

Le CAWA peaufine son modèle d'organisation et de sensibilisation depuis 2002 grâce à des échanges de responsables mondiaux en Ouganda, au Japon et en Afghanistan. Nous avons assimilé et échangé les meilleures pratiques et appris à lutter contre les pires obstacles à l'autonomisation des femmes. Nous avons mis sur

pied une stratégie appelée Calling the Circle of Women for full Participation in Democracy et l'avons exportée en Afrique et en Asie centrale – en Ouganda et en Afghanistan. Nous avons permis à des femmes responsables ougandaises et afghanes de se joindre aux réseaux du CAWA dans l'ensemble de la Californie en 2002, 2003, 2004 et, en août 2005, nous avons bouclé la boucle lorsque deux jeunes Ougandaises sont revenues en Californie en tant que membres du Conseil d'administration de WIN. Elles ont rencontré des membres des réseaux du CAWA dans les comtés de Los Angeles, San Diego, Ventura, Santa Clara, Santa Cruz, Marin, Napa et San Francisco. Elles ont parlé du projet novateur de partenariat que nous réalisons en Ouganda et qui a permis de donner des lopins de terres à 100 femmes sans-abri victimes de violences et souffrant du VIH/sida. Nous avons aidé à collecter 17 600 dollars pour acheter les terrains en question. Ces huit réseaux du CAWA dans les comtés, ainsi que huit autres partenaires du CAWA, se mobilisent actuellement autour de leurs priorités locales en Californie afin de mettre en œuvre des plans d'action qui seront autant de contributions locales à un California Women's Agenda dynamique, un U.S. Women's Agenda et au programme mondial d'action pour les femmes de l'ONU, en vue d'une participation à la Commission de la condition de la femme. WIN a envoyé des délégués aux réunions de cette commission des Nations Unies – notamment les réunions Beijing +5 et Beijing +10 et a été très impliquée en mars 2005 dans la réaffirmation du Programme d'action de Beijing, agissant auprès des représentants du Gouvernement des États-Unis qui hésitaient à soutenir cette réaffirmation. Un de nos principaux volontaires est le Président du Comité national sur la Convention des Nations Unis pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. Un grand nombre des membres de WIN sont en service auprès des comités de l'ONU.

Lancé en tant que projet du Women's Intercultural Network (WIN), dans l'objectif exprès de suivre et de mettre en œuvre le Programme d'action de Beijing, le California Women's Agenda (CAWA) a depuis 2002 :

- Étendu le réseau d'État à plus de 600 organisations;
- Mis en place une équipe spéciale pour chacune des questions identifiées dans le plan de Beijing comme cruciale pour améliorer la condition de la femme;
- Developpé une structure dans 17 comtés de l'État, sous l'impulsion de coordonnateurs qui mobilisent les organisations locales au sein de réseaux d'action s'occupant de problèmes locaux;
- Constitué un système électronique d'information et d'alerte en ligne qui permet une communication rapide entre les équipes spéciales, les coordonnateurs dans les comtés et les militantes du CAWA, qui communiquent ensuite ces éléments à leur collaborateurs et aux différents réseaux;
- Revu et mis à jour le site Internet de WIN de façon à en faire un instrument plus efficace dans l'accès aux ressources, la promotion de discussions interactives et une planification stratégique des principaux aspects, afin notamment de rassembler des cercles de femmes aux États-Unis, en Afghanistan, en Ouganda et au Japon. Notre site Internet permet désormais des connections partout dans le monde, reliant un nombre considérable de femmes d'origines très diverses dans beaucoup de pays, qui travaillent toutes à la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing et de la Convention pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes;

- Créé un Conseil de législateurs, comprenant 41 femmes californiennes élues au niveau de l'État ou au niveau national, qui ont fait part de leur soutien aux principes du Programme d'action de Beijing;
- Accueilli des femmes responsables d'Afghanistan, d'Ouganda et du Japon dans le cadre d'échanges avec des militantes et des soutiens du CAWA de diverses communautés dans l'ensemble de l'État;
- Partagé le modèle d'organisation de WIN et constitué avec les militantes de neuf autres États (au sein de 10 centres régionaux fédéraux) le United States Women Connect, qui doit servir de point d'ancrage au programme des États-Unis en faveur des femmes et se joindre aux autres groupes nationaux femmes unis dans un réseau mondial pour défendre leurs droits.

Le succès du CAWA a été rendu possible, malgré le manque de ressources financières, par les modalités opératoires d'un réseau essentiellement virtuel, tirant parti des technologies nouvelles et anciennes pour étendre le champ d'action de WIN. Les groupes de discussion électroniques et les conférences téléphoniques ont contribué à maintenir le contact entre les volontaires dévoués qui ont accepté de prendre la responsabilité des équipes spéciales, des alertes et de l'organisation locale. Beaucoup représentent aussi le CAWA dans les coalitions qui se sont formées pour combattre le racisme et les politiques anti-immigration, pour apporter une aide aux personnes handicapées et pour défendre les droits des autochtones.

Rapport et Plan d'action Beijing +5, version papier et en ligne

Deux cents militantes californiennes se sont réunies au SBC Media Center à San Francisco les 3 et 4 décembre 2004, ont défini les problèmes prioritaires et ont recommandé des stratégies pour le California Women's Action Agenda pour 2005 et au-delà. Elles ont applaudi les législateurs qui ont parlé passionnément de leur district et de leur quartier et ont écouté les intervenants qui ont fait part de leur expertise et de leur expérience et qui ont agité de nouvelles idées.

Les participants sont convenus que la santé, l'éducation et l'équité économique sont encore des problèmes prioritaires pour les femmes et les jeunes filles de Californie, que la Convention pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes doit être pleinement appliquée dans les villes et les comtés des États-Unis et que l'élection de femmes progressistes à des charges au niveau local, de l'État et fédéral de même que le soutien d'hommes progressistes peut faire avancer le programme d'action. Sur la base des conclusions des groupes sur la santé, l'économie, l'éducation et la Convention pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, les participants ont rédigé des documents d'orientation qui ont été mis en ligne en vue d'activités et d'actions dans les comtés.

Parallèlement au renforcement de sa base en Californie, WIN a été le cofondateur de US Women Connect, qui a servi de point d'ancrage pour le suivi de la mise en œuvre aux États-Unis du Programme d'action Beijing +5, en 2000. L'USWC a été réactivé en mars 2004 en tant que réseau d'action national couvrant 10 États au sein de 10 régions fédérales. On compte actuellement 50 réseaux d'État sur le terrain et sur l'Internet, qui permet aux femmes de mieux faire entendre leur voix aux États-Unis sur les problèmes critiques de la politique publique. L'USWC servira de point d'ancrage pour le United States Women's Agenda, qui reliera les

50 États à la Commission de la condition de la femmes en vue du rapport Beijing +15, en 2010.

WIN et CAWA ont célébré 10 années d'efforts pour relier les femmes de diverses cultures en vue d'une action collective pour la mise en œuvre des programmes d'action locaux et mondiaux en 2005. Il faut remercier les nombreuses femmes qui nous ont aidés à progresser aux niveaux local et mondial depuis 1995 et leur rendre hommage. Nous avons décerné le prix du Circle of Courage à celle qui a su, avec témérité, courage et dans un esprit progressiste, se faire le porte-parole des femmes de Californie et d'ailleurs. En acceptant son prix en décembre 2004, la représentante au Congrès, Nancy Pelosi, de San Francisco, a déclaré : « Il est indispensable de fixer une ordre du jour. La situation des femmes et le bien-être de nos enfants et de nos familles sont gravement menacés. Nous ne pouvons nous permettre de perdre une minute dans la mise en œuvre d'un ordre du jour qui protègera et améliorera la condition des femmes et des filles en Californie, aux États-Unis et dans le monde et accroîtra les possibilités qui leur sont offertes. » WIN accepte le défi lancé par Nancy Pelosi et a bien l'intention de continuer à progresser aux niveaux local, de l'État, national et mondial.

Nous nous réjouissons de poursuivre notre partenariat avec l'Organisation des Nations Unies pour garantir des conditions d'égalité, de développement et de paix à toutes les femmes et jeunes filles – à nos familles, à nos pays et au monde.